



Appel à la libération de Yacine Zaïd

Nous, parlementaires Européens, demandons instamment et solennellement au gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire de tout mettre en œuvre pour permettre la libération immédiate de Monsieur Yacine Zaïd. L'affaire est suffisamment grave puisque nous apprenons que le rapporteur spécial des Droits de l'Homme de l'ONU a été saisi pour une procédure d'urgence sur le cas de Monsieur Yacine Zaïd.

Monsieur Yacine Zaïd a été interpellé le lundi 1^{er} octobre 2012 par la police, entre Ouargla et Hassi Messaoud (Région du Sud de l'Algérie). Après le contrôle de ses documents d'identité, il a été interrogé et a reçu des coups sévères au visage et dans la nuque de la part de trois policiers. Suite à ce passage à tabac, il a été transporté par des inconnus à bord d'un véhicule blanc 4x4 pour une destination inconnue. Monsieur Zaïd a été inculpé le lendemain par le procureur « d'outrage à agent » et nous avons lieu de penser qu'il s'agit là d'un alibi pour continuer à le détenir au commissariat de Hassi Massaoud où nous savons qu'il se trouve actuellement.

Nous exigeons également que les responsables de cette arrestation illégale soient traduits en justice. La vie de Yacine Zaïd est en péril à cause de son travail incessant en faveur de la défense des droits de la personne en Algérie et de sa défense de longue date des droits syndicaux. Monsieur Yacine Zaïd dont le procès a été fixé le lundi 8 octobre 2012 au tribunal Ouargla est détenu dans des conditions difficiles et a subi des atteintes physiques et morales, pouvant lui porter des préjudices irréversibles.

Nous appelons les pouvoirs publics de la République Algérienne Démocratique et Populaire à garantir la liberté d'expression et de conscience tout comme la liberté syndicale, telles que reconnues par les accords internationaux. Nous demandons à l'Etat algérien de respecter son obligation de protection de ses ressortissants et donc d'assurer celle de Monsieur Yacine Zaïd.

Bruxelles le 4 octobre 2012

Eurodéputés signataires :

Malika Benarab-Attou, les Verts/ALE

Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen, les Verts/ALE

Ana Gomes, Socialistes et Démocrates

Barbara Lochbihler, les Verts/ALE, Présidente de la sous-commission "droits de l'homme"

Sonia Alfano, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

Marie Christine Vergiat, Gauche unitaire européenne/Gauche vert nordique

Hélène Flautre, les Verts/ALE

François Alfonsi, les Verts/ALE

Personne de contact :

Bureau de Malika Benarab-Attou

Aicha Ayari

malika.benarab-attou@europarl.europa.eu

0032 (2) 283 00 32